

Avant-propos

« Quand le peuple voudra... »

« Quand le peuple voudra, le destin s'inclinera ! » C'est en citant cette phrase du poète Abou el-Kacem Chebbi que, le 17 janvier 2011, à Tunis, un jeune manifestant me résumait le souffle et l'esprit de la révolution qui, trois jours auparavant, venait de chasser le président Zine el-Abidine Ben Ali de son palais de Carthage, après vingt-trois ans de despotisme.

D'une rapidité foudroyante, la première révolution arabe s'est déroulée en quatre semaines. Elle a bouleversé en profondeur le Maghreb, le monde arabe et la vision que l'Occident se faisait de l'Orient.

Le 17 décembre 2010, à la suite du suicide par le feu de Mohamed Bouazizi, un jeune vendeur de fruits et légumes à qui la police venait d'interdire sa pauvre activité, l'émeute a embrasé Sidi Bouzid, la ville natale du désespéré, au centre de la Tunisie, dans une région délaissée du pays, avant de gagner les grandes cités et la capitale. La colère sociale s'est muée en soulèvement politique, au fil d'une répression sanglante qui a fait deux cent quatre-vingt-quatre morts et plus de cinq cents blessés ! Toutes les couches de la société tunisienne ont fini par rejoindre le mouvement dans cette imprévisible et irrésistible houle d'unité qui transforme une révolte en révolution.

Une semaine avant ce 14 janvier 2011 qui vit le destin basculer, je m'envolais pour Tunis. Je venais d'achever une première version de cet essai, sous le titre provisoire *Les Révolutions trahies*: celles que les régimes tunisien, algérien et marocain avaient bafouées sans scrupule, chacun à sa manière, en piétinant les engagements passés, sacrifiant l'avenir des populations à leur appétit de jouissance, d'or et de domination.

En riposte, une vraie révolution se levait. Nul ne l'avait prévue. Le peuple tunisien prenait de court ses oppresseurs comme ses amis. Las de se voir confisquer la liberté et la justice, il entendait donner à tous une nouvelle leçon d'histoire. J'en devins dare-dare l'humble étudiante, sur le tas, au fil des cortèges, des slogans, des gaz lacrymogènes, des attaques de miliciens et des renversements d'astres. Enfiévrée d'espérance, malgré les périls qui guettaient le défi tunisien. La volonté démocratique, l'insurrection antidespotique franchiraient-elles les frontières? L'Égypte a pris le relais dans les semaines suivantes. L'Algérie, le Maroc, demain, allaient-ils forcer le destin?

Les déshérités tremblent d'espoir et les repus d'effroi. Ce bouleversement n'était-il pas inscrit dans la fracture abyssale qui les sépare? L'histoire récente de l'Afrique du Nord ne ressemble que trop à la parabole du « fleuve détourné » par laquelle le romancier algérien Rachid Mimouni – mort en exil pendant la décennie de la terreur – évoquait la tragédie de son pays. Par trois fois, en Algérie et au Maroc depuis 1999, en Tunisie depuis 1987, les espérances populaires ont été détournées et trahies par les pouvoirs en place.

En Algérie, le 15 avril 1999, le pays élit Abdelaziz Bouteflika à la présidence de la République. Après huit ans de guerre civile, cent cinquante mille morts et d'innombrables charniers, on parle de « résurrection de l'Algérie ». En 2011, le peuple est pourtant toujours aussi pauvre, tandis que la nomenklatura s'est encore enrichie, sur la toile de fond d'un islamisme vaincu militairement mais vainqueur dans les mœurs. De nouvelles émeutes enflamment le pays. Or Bouteflika avait toutes les clés en main pour sortir son peuple de l'abîme : la légitimité populaire, la manne pétrolière, le rejet de l'idéologie intégriste sanguinaire. Que s'est-il passé ?

Au Maroc, le 30 juillet 1999, Mohammed VI monte sur le trône de la dynastie alaouite. Le nouveau souverain succède à son père Hassan II, l'autocrate qui ne jurait que par l'élimination de ses adversaires. Mais le fils veut faire oublier le père : il promet qu'une nouvelle ère s'ouvre pour le royaume. Le Maroc, dit-il, sera mené par ses soins vers une « transition démocratique », comme l'Espagne après Franco et le Portugal après Salazar. À Rabat et à Casablanca, à Paris et dans toutes les capitales européennes, on croit dur comme fer à la révolution du « printemps marocain ». Onze ans plus tard, en place de la nouvelle société annoncée, c'est le règne de feu Hassan II qui s'est reconstitué sous les paillettes de « M6 », sobriquet de son héritier : création d'un parti aux ordres du monarque pour court-circuiter l'opposition, œuvres de charité royales pour camoufler l'état de délabrement du pays, dont l'indice de développement est comparable à celui du Yémen. Cependant, Mohammed VI, par son empire immobilier et ses gains

de monarque businessman, est devenu l'un des souverains les plus riches du monde. Que s'est-il passé?

En Tunisie, le 7 novembre 1987, Zine el-Abidine Ben Ali devient président à la faveur d'un « coup d'État médical » qui autorise la destitution pour sénilité de Habib Bourguiba, quatre-vingt-quatre ans, père fondateur de la Tunisie moderne. Le pays était menacé par les islamistes et fatigué de la concentration des pouvoirs entre les mains du vieux raïs. La Tunisie fait donc confiance à Ben Ali, l'ancien ministre de l'Intérieur, qui fustige les « présidences à vie » et promet d'ouvrir l'horizon démocratique grâce à la « révolution du 7 novembre ». Vingt-trois ans plus tard, Ben Ali s'est transformé en roitelet. Il s'est offert cinq mandats successifs dans un pays placé sous coupe policière et devenu la propriété lucrative du clan familial dominé par l'épouse du président, Leila Trabelsi. La cupidité et l'absence de sens politique de la caste au pouvoir ont attisé les frustrations des Tunisiens et galvanisé leur colère, ouvrant la voie à la première révolution de l'ère postcoloniale.

Ces trois pays du Sud, dont tant de Français sont originaires, sont ainsi le théâtre de bouleversements majeurs. Le détournement des ambitions démocratiques et la captation des richesses par des maîtres illégitimes entraînent l'Algérie et le Maroc dans des zones de haute tension, tandis que la Tunisie invente un nouveau modèle démocratique arabe. En ses identités multiples, la France retient son souffle : les enjeux de l'autre côté de la « Grande Bleue », avec leurs conséquences sublimes ou tragiques, concernent tous ses enfants.

1

TUNISIE : LA PREMIÈRE RÉVOLUTION ARABE

Tout le monde croyait connaître la Tunisie. Soit par le sable de Djerba, soit par la boue de la chronique des droits de l'homme. Or on n'a découvert le pays qu'entre le 17 décembre 2010 et le 14 janvier 2011, quand son peuple a repris la rue et la parole pour une révolution-éclair qui a foudroyé les certitudes et tétanisé les tyrans.

L'un des régimes les plus verrouillés au monde, sous le masque du sourire, a vécu une insurrection générale qui a fait deux cent trente-quatre morts et plus de cinq cents blessés. L'exemple du « pays du jasmin », vainqueur du silence et de la peur, essaime dans tout le monde arabe dont la plus grande nation, l'Égypte, a basculé à sa suite.

Cet événement, inouï à tous points de vue, s'est produit dans un pays minuscule, là où on ne l'attendait pas. Balayant tous les commentaires qui vantaient depuis des années la « stabilité » de ce paradis estival, il a révélé la vacuité des expertises diplomatico-économiques flatteuses et l'exactitude des cris d'alarme lancés depuis longtemps par les organisations non gouvernementales, telles Amnesty International et la Fédération internationale des droits de l'homme dont la présidente, en 2011, est la Tunisienne Souhayr Belhassen.

Que nous disaient les fameux experts ? Que la Tunisie avait réussi son pari économique. Dans le recensement 2010 des « cent meilleurs pays », le magazine américain *Newsweek* la classait au premier rang des pays africains en matière de « développement humain », avec une espérance de vie de 74,6 ans. On rappelait que 94 % des zones rurales disposaient de l'eau potable et près de 100 % de l'électricité. Au Forum économique mondiale de Davos, en 2009, la Tunisie était déjà 40^e sur 133 en matière de compétitivité économique, 23^e pour... la solidité de ses institutions ! On martelait que l'État social, inexistant chez ses voisins du Maghreb, n'était pas un vain mot. Comme l'État féministe qui, de décret en décret, avait officiellement conforté la révolution réformatrice d'Habib Bourguiba, naguère condamné à mort par le grand mufti de La Mecque pour avoir abrogé la polygamie. Les femmes ne représentaient-elles pas plus du quart de la population active ? 72 % des pharmaciens, 40 % des universitaires, 31 % des avocats, 29 % des magistrats, 34 % des journalistes... Et il n'y avait plus que 20 % d'analphabètes !

Tout cela était-il faux ? Non. C'est précisément parce que ces données, rendues possibles par l'héritage de Bourguiba, dans un pays peuplé seulement de dix millions d'habitants, ouvraient la Tunisie sur une réelle modernité que l'archaïsme du pouvoir devenait de plus en plus insupportable au peuple. Comment ce peuple impatient de rejoindre les standards de vie sociaux, culturels et politiques de l'Europe du Sud pouvait-il supporter la chape de plomb à la Saddam Hussein, la presse stalinienne, la corruption boulimique, le mépris abyssal qui, sur la toile de fond de la crise économique, condamnait au chômage

toute une classe d'âge diplômée? Un fossé béant se creusait entre la maturité intellectuelle et civique des Tunisiens et l'infantilisme d'un pouvoir qui tétait les deux mamelles du bakchich et de la flicaille. C'est dans le vide sidéral et sidérant entre ces deux mondes dont l'un, sans esprit et sans morale, écrasait l'autre qu'est née la révolution.

Bluffés par l'étalage des performances tunisiennes en matière d'éducation et le triomphalisme du régime qui se félicitait de l'émergence d'une vraie classe moyenne, on avait en effet oublié les deux facteurs clés qui ont fait basculer la Tunisie et chassé Zine el-Abidine Ben Ali : le rejet viscéral des passe-droits du clan au pouvoir et la détestation de l'État policier qui s'était substitué à l'État de droit dont Habib Bourguiba avait jeté les bases. En outre, la Tunisie des plages avait totalement occulté la Tunisie des rages : le centre et l'ouest du pays, terres abandonnées où a commencé le mouvement social avec l'immolation de Mohamed Bouazizi, devenu aujourd'hui le *chahid*, le « martyr » et l'exemple suivi par des dizaines d'autres désespérés en instance de révolution, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

L'histoire de Mohamed Bouazizi se calligraphiera désormais tel un conte immortel dans l'histoire arabe. Elle s'est déroulée à la fin de la première décennie du XXI^e siècle, mais ne déparerait pas dans un récit des *Mille et Une Nuits*. Un marchand de fruits d'une province inconnue a défait le tyran qui vivait dans le velours, l'or et la prosternation de ses vizirs au cœur de son palais. Et cela, qui tissera la légende, n'est pas une légende mais une réalité, jaillie des jours de la Tunisie profonde et que l'intégralité des imaginaires arabes a reconnue immédiatement pour sienne. Là où avaient échoué les

greffes cruelles que l'Occident, au nom de ses intérêts, entendait opérer sur le monde oriental avec l'importation par les chars américains d'une démocratie mensongère et meurtrière en Irak, le fruit jailli de la terre arabe réussit à faire germer une révolution, puis deux, puis trois ou quatre... qui sait?

Mohamed Bouazizi était donc un pauvre marchand de Sidi Bouzid, à 280 kilomètres de Tunis. Orphelin de père, il aurait ardemment souhaité poursuivre ses études, mais avait dû les interrompre avant le bac. Afin de faire vivre sa famille, il devait se contenter de remplir sa carriole de fruits et de légumes pour les vendre au souk. Depuis des années, comme des milliers d'autres jeunes Tunisiens sans ressources ni relations, il était harcelé par des policiers qui ne délivraient de permis que moyennant espèces sonnantes et trébuchantes ou protection d'un gros bonnet local. Tableau médiéval... Mohamed Bouazizi payait les études de ses frères et sœurs dont l'une, Leila, était en troisième année universitaire. Tableau moderne... Deux mondes s'entrechoquaient dans la tête, sur les épaules, dans le cœur du jeune homme. Deux Tunisie.

D'un côté, seule du monde arabe, celle qui a réussi le pari de l'éducation en envoyant tout le monde ou presque à l'école. Quatre-vingt-deux mille diplômés sortent chaque année des universités tunisiennes. Le taux de scolarisation dans le supérieur est de 34 % : un record pour le Maghreb comme pour le Machrek.

De l'autre, la Tunisie appauvrie par la crise économique, la hausse des denrées de première nécessité, le désengagement de l'État au profit du secteur privé. Très privé! Pour obtenir un emploi à la hauteur de ses capacités ou tout simplement un job de survie, c'est, depuis le début

des années 2000, le règne des passe-droits. Le monde de l'entreprise est aux mains des hommes et des femmes d'affaires liés au pouvoir par le jeu des alliances et des services rendus. Celui de l'administration est également tombé sous la coupe des clans. Que reste-t-il aux jeunes Tunisiens instruits comme Leila Bouazizi, bac + 3, et au chômage depuis plusieurs années? Sans protecteur haut placé, leur avenir est réduit à néant. C'est la raison pour laquelle toute la Tunisie est pleine de ces diplômés chômeurs dont la tragédie a éclaté au grand jour avec celle de Sidi Bouzid. On verra plus loin que le royaume du Maroc affronte exactement le même drame, dans le plus grand silence et la plus grande hypocrisie, même si le degré d'instruction y est infiniment moins élevé qu'en Tunisie.

Le 17 décembre 2010, une dernière indignité, un ultime refus, une énième brutalité ont eu raison de l'endurance morale de Mohamed Bouazizi. Après avoir tenté vainement d'être reçu au gouvernorat de la région, il s'est aspergé d'essence sur la place publique.

Les plus grandes places de Tunisie pourraient bientôt porter le nom de cet humilié par qui la révolution a commencé.

Une dictature paradisiaque

La ville natale de Mohamed, sa misère, celle de ses frères et sœurs, l'arrogance de ses persécuteurs, tout cela était absolument inconnu non seulement du grand public en France, mais aussi de ceux qui effectuaient des voyages fréquents pour raisons commerciales,

culturelles, voire journalistiques. Le fossé qui rendait fous de douleur les Tunisiens, des dizaines de milliers de visiteurs le franchissaient sans le voir, tels des elfes, sur les ailes du plaisir, de l'inconscience ou de la bonne conscience. L'indic, qui hantait à des dizaines d'exemplaires l'hôtel ou la rue, n'était-il pas là, au fond, pour protéger la baignade de l'estivant ou la négociation de l'industriel? Le régime avait réussi à édifier un véritable chef-d'œuvre, une pièce unique au monde, en persuadant tout un chacun que sa dictature était un paradis.

Il faut dire que les journalistes, sauf à louer les vertus du régime et l'« exception tunisienne » dans les luxueux livres d'images de la propagande, n'étaient pas les bienvenus dans le pays. En octobre 2009, l'expulsion de l'envoyée spéciale du *Monde*, Florence Beaugé, lors de la « réélection » de Ben Ali pour un cinquième mandat présidentiel, résumait de manière éloquente la surdité et la brutalité du pouvoir de Carthage. On la refoula au motif qu'elle avait donné, lors de son précédent voyage, la parole à des opposants dans les colonnes du quotidien. Une campagne de presse délirante de haine se déclencha contre Florence Beaugé, accusée par des plumitifs dûment chapitrés par leurs maîtres d'« appeler au meurtre » et de pratiquer la « délinquance journalistique ». Qui avait lancé la meute? Abdelwahab Abdallah, le plus rigide des hommes de Ben Ali, celui qui l'a poussé inexorablement, en même temps que lui-même, vers le précipice.

En réaction, je soulignai l'ineptie de cette attitude dans les colonnes de *Marianne*. Je tentai en même temps de joindre au téléphone Oussama Romdhani, alors à la tête de l'Agence tunisienne de communica-

tion extérieure, officine de propagande du régime, aux ordres d'Abdelwahab Abdallah. Romdhani devait plus tard être nommé ministre de l'Information, fonction dans laquelle il s'est illustré en fermant la ville de Sidi Bouzid à tous les journalistes en décembre 2010. Cette rigidité a joué un rôle majeur dans l'évolution de la crise et sa métamorphose en révolution. Ben Ali a fini par le limoger, deux semaines avant de prendre la fuite vers Djeddah.

Bien avant ces événements, j'avais rencontré Oussama Romdhani en septembre 2009. Je voulais comprendre pourquoi le régime s'obstinait à fermer toutes les issues. Dans certains cercles, qui n'étaient pas ceux de l'opposition, quelques frondeurs commençaient à murmurer.

— On ne peut plus continuer comme si tout était éternel, m'avait confié le rédacteur en chef d'un hebdomadaire tunisien pourtant tout dévoué au pouvoir. Un jour se posera le problème de la succession de Ben Ali. Quelle sera l'alternative si on ne prépare pas une transition politique ?

Dans une réception officielle surréaliste, tandis que se congratulaient les ministres, un responsable de la sécurité m'avait soufflé, dans un accès de sincérité dû à quelques libations : « On est atterrés par ce qui peut se passer, le livre sur la présidente fait des ravages... » Interdite à Tunis, l'enquête de Nicolas Beau et Catherine Graciet, *La Régente de Carthage*¹, venait en effet de sortir à Paris. Les deux journalistes y décrivaient le système de pillage mis au point par l'épouse de Ben Ali,

1. La Découverte, 2009.

Leila Trabelsi, qui avait placé ses frères et sœurs à tous les postes clés de l'économie tunisienne. Par le jeu des mariages, la famille Ben Ali-Trabelsi était parvenue à asseoir son pouvoir financier dans tous les secteurs du pays. L'habile Leila était devenue la scintillante éminence grise de son époux. Elle faisait et défaisait les carrières financières et politiques à Tunis. Haïe par le peuple qui la surnommait *al Hajjama* (« la coiffeuse »), par allusion au premier job qu'elle avait exercé avant de devenir la star de Carthage, elle était conspuée par la foule scandant son sobriquet lors de la révolution du 14 janvier, comme les révolutionnaires de notre 14 Juillet avaient jadis scandé celui de Marie-Antoinette :

— *Al Hajjama, la!* Non à la coiffeuse!

Mais nous étions encore à l'automne 2009. Oussama Romdhani, que j'interrogeai sur le curieux autisme du pouvoir qu'il servait, me répondit :

— Nous ne pouvons pas faire confiance à un processus pseudo-démocratique. Cela sera immédiatement interprété comme un signe de faiblesse. Un pouvoir faible n'est pas adapté aux exigences d'une région comme la nôtre. Quelle marge de liberté se ménager sans mettre en danger les droits de la femme et de l'individu, le combat pour la modernité?

Le malentendu – ou la schizophrénie – était préoccupant : Romdhani entendait protéger le Tunisien et la Tunisienne du XXI^e siècle à l'aide d'un arsenal policier à la soviétique et d'un sérail politique à la Iznogoud. Tout le temps que dura l'entretien, j'entendais résonner le pas lourd du passé dans l'antichambre claire de l'avenir. L'homme se voulait d'autant plus convaincant que j'avais consacré la majeure partie de mes articles

et mes quelques livres aux dangers de l'islamisme qui s'acharnait d'abord sur mes amis musulmans de France et du Maghreb. En l'occurrence, je n'étais pas certaine que la stratégie de la matraque vantée par Oussama Romdhani serait très longtemps payante en Tunisie. L'exemple de l'Égypte, où la répression avait transformé les Frères musulmans en première force d'opposition réelle, plaidait contre sa thèse.

Surtout, pourquoi s'acharnaient-ils, lui et son maître, l'auguste Ben Ali sous le portrait duquel nous conversions, contre des démocrates tunisiens qui n'avaient strictement rien d'islamistes? Contre la journaliste et militante des droits humains Sihem Bensedrine, par exemple? J'étais passée chez elle le matin de notre entretien. Deux voitures pleines de flics en civil stationnaient en permanence devant sa porte. Son site d'information, Kalima, était interdit. Deux jours auparavant, à l'aéroport, on avait tabassé Hamma Hammami, le chef du parti communiste interdit. Les opposants vivaient dans la peur. Ils n'étaient pourtant pas des terroristes! On ne faisait pas plus laïc, plus démocrate, plus pacifique que Sihem Bensedrine ou que l'avocate Radhia Nasraoui, épouse de Hammami, persécutée en permanence; que le poète Taoufik Ben Brik, original et talentueux imprécateur que le régime voulait briser et qu'il embastilla en 2010 pendant six mois; ou encore que l'avocat Mokhtar Trifi, président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, interdite de congrès.

Oussama Romdhani s'avoua désolé de ces vétilles. « Ces gens-là », m'expliqua-t-il en me resservant un peu de café, donnaient une image « inexacte » de la Tunisie.

Ils n'étaient donc pas son problème. Mieux valait revenir à nos moutons, c'est-à-dire à nos loups islamistes.

La lutte contre l'islamisme constituait l'argument massue de Zine el-Abidine Ben Ali. Elle servait d'alibi au quadrillage policier du pays et brouillait toutes les analyses. Le cauchemar du précédent algérien était dans toutes les têtes : le passage d'une situation de parti unique (le FLN) à cinquante-deux partis d'opposition, le Front islamique du salut (FIS) s'engouffrant dans la brèche et les cent cinquante mille morts qui suivirent. Romdhani ressassait l'épisode qui avait failli faire basculer la Tunisie : les 17 % de voix islamistes raflées aux élections de 1989, cette fameuse année qui vit naître le multipartisme à Alger.

Une décennie auparavant, en 1979, Rached Ghannouchi, un enseignant très marqué par l'idéologie des Frères musulmans égyptiens comme par la récente révolution islamique à Téhéran, avait pris la tête du Mouvement islamique. Il proclamait : « Nous vivons le siècle de l'État islamique. » D'emprisonnement en amnistie, lui et son organisation vont d'abord bénéficier directement de l'arrivée au pouvoir de Ben Ali, en 1987. Ghannouchi, que Bourguiba avait jeté au cachot, est gracié en mai 1988 par Ben Ali. Les candidatures islamistes sont autorisées aux législatives d'avril 1989, pourvu que les militants se présentent, non sous l'égide du parti religieux interdit, mais sous des étiquettes indépendantes. Le pouvoir ne s'attendait pas à un tel raz-de-marée : leur score, plus proche des 30 % que des 17 % officiels, transforme les partisans de la Tunisie islamiste en première force d'opposition du pays.

TUNISIE : LA PREMIÈRE RÉVOLUTION ARABE

Forts de leur triomphe, ils espèrent bien faire reconnaître officiellement leur mouvement transformé et élargi, Hezb Ennahda, le parti de la Renaissance. C'est exactement ce que vient d'obtenir le Front islamique du salut en Algérie. Or il n'en est pas question, même si Ben Ali semble lâcher du lest aux conservateurs sur les questions de société. Du coup, Ennahda mobilise dans les facs contre le ministre de l'Éducation de l'époque, le très moderniste Mohamed Charfi. La violence monte. En février 1991, un commando islamiste s'attaque à une permanence du RCD, le parti de Ben Ali. En septembre 1991, la Sûreté militaire déjoue un complot visant à renverser le gouvernement.